



Chiffres clés



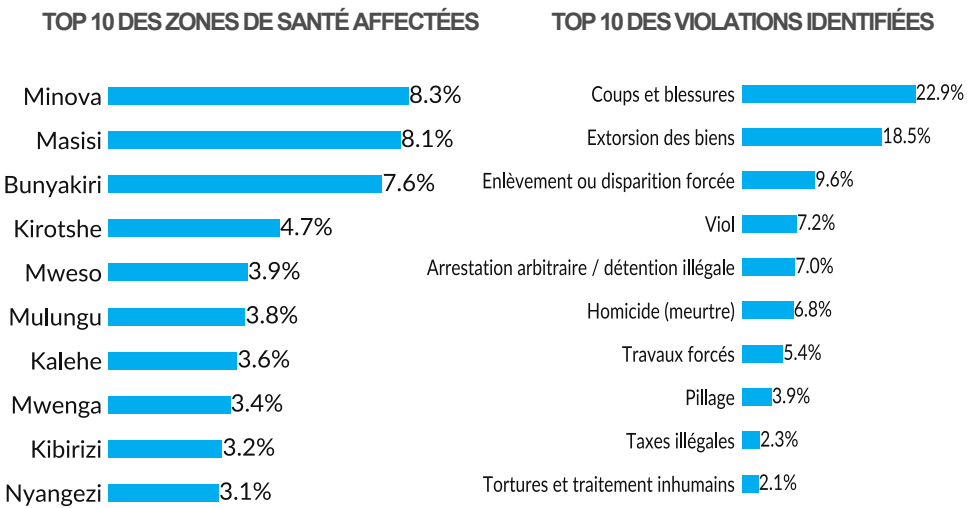
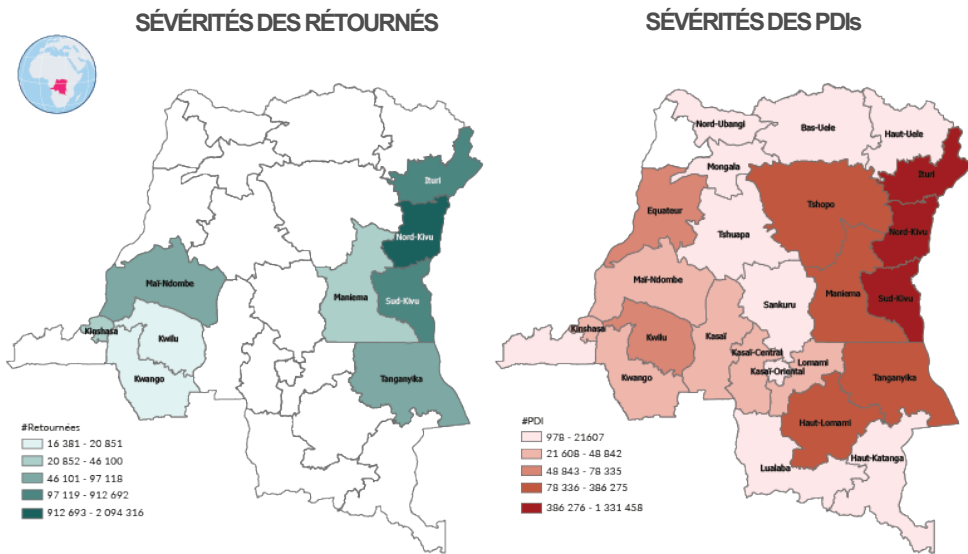
Catégories de violations/abus identifiés**



* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de septembre 2025.
 ** Les statistiques sur les violations et abus proviennent quant à elles du monitoring de protection couvrant les mois de novembre 2025.

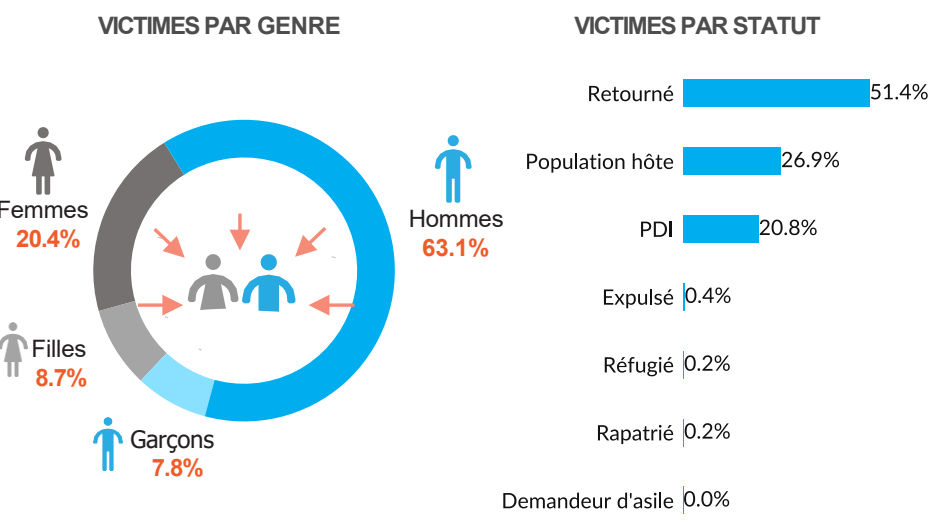
APERÇU GÉNÉRAL

La situation humanitaire et de protection en RDC demeure alarmante en raison de la persistance des conflits tant à l'Est qu'à l'Ouest du pays, exposant les civils à des violations quotidiennes de leurs droits. Si le Nord-Kivu et l'Ituri restent marqués par une insécurité chronique, le Sud-Kivu se distingue par une escalade de la violence et l'occupation de nouvelles zones par les groupes armés. Parallèlement, l'instabilité persiste dans le Tanganyika du fait de conflits intercommunautaires, tandis que l'activisme de la milice Mobondo continue d'affecter les provinces de l'Ouest (Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe) et Kinshasa.



FAITS SAILLANTS

- ### Province de l'Ituri:
- Le groupe de travail monitoring de protection (GTMP) souligne que la situation des droits humains est relativement calme au mois de novembre 2025 par rapport au mois d'octobre 2025. Au moins 230 incidents de protection de 424 victimes ont été documentés ainsi que les déplacements de 12 955 personnes dans les territoires couverts par les moniteurs.
 - Les territoires les plus touchés par les incidents de protection sont respectivement Djugu, Mambasa, Irumu, Aru et Mahagi.
- ### Territoire de Djugu
- Les sources locales ont signalé un activisme accru des présumés éléments CODECO/URDPC, particulièrement dans les groupements Pitso, Fataki, Uketha et Dhendro où ils auraient été responsables d'homicides, arrestations arbitraires, de coups et blessures, plusieurs cas de travaux forcés et d'actes de pillage.
 - Une personne déplacée interne aurait été décapitée par des éléments de la CODECO dans le groupement Lossa Ndrema, chefferie de Bahema Nord le 27 novembre.
 - Sur l'axe Bunia-Iga barrière-Mabanga, des taxes irrégulières sont imposées aux taximen et usagers (respectivement 10 000 FC et 24 000 FC), au niveau des barrières tenues par les forces régulières, causant ainsi la hausse du prix de transport et restreignant la libre circulation des biens et des personnes.
 - Dans le groupement Utcha, les militaires FARDC auraient été auteurs d'arrestations arbitraires de personnes accusées d'être des miliciens. Les victimes auraient été conduites au campement militaire sans procédure légale connue, suscitant de fortes inquiétudes au sein de la population.
 - Des présumés agents de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) auraient contraint des usagers de la route de payer une taxe illégale le 15 novembre dans la zone de santé de Nizi.



¹ https://au.int/sites/default/files/documents/45656-doc-2025.11.15_-_SIGNED_Framework_Peace_Agreement_FR.pdf



Territoire de Mahagi

- Un affrontement entre deux factions des Forces de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) dans la Chefferie de Wapalara, groupement Jupamamba, le 1er novembre était à l'origine de l'interdiction d'accès à l'aérodrome de Zale/Mahagi. Le bilan fait état de quatre morts dont deux militaires UPDF et deux femmes civiles résidentes. Les corps des militaires ougandais ont été rapatriés, tandis que les dépouilles des deux civiles ont été transférées à une morgue locale. L'aérodrome est désormais accessible mais la peur règne encore dans les zones environnantes ².
- Plusieurs actes de vandalismes par des inconnus ont été enregistrés dans diverses localités, ciblant des écoles, des structures étatiques ou des locaux d'ONGs.
- Des incursions ciblant particulièrement les civils se poursuivent dans les zones de santé d'Angumu et Logo³. Les conflits armés et conflits intercommunautaires sont assortis de violations et abus des droits humains de la part d'acteurs armés nationaux et étrangers.

A titre d'exemple, des PDIs et communautés hôtes de plusieurs camps de pêches dans la zone de santé d'Angumu se sont vues contraintes à l'achat de tôles pour la construction d'une maison appartenant à un officier des FARDC au risque de ne pas pouvoir accéder au lac Albert.

- Dans les groupements Musongwa et Are, des supposés éléments de la CODECO ont occupé des champs, obligeant ainsi au moins 56 ménages de 179 personnes à abandonner leurs produits champêtres pour se réfugier vers le camp de pêche de Kaswa1 et dans le site des PDIs de Palwo.
- Des cas de meurtres, coups et blessures sur des civils aurait été causés par la PNC au cours d'une tension communautaire au village Jupavor et aurait engendré une crise de confiance entre la communauté et les services de sécurité dans la zone.

Territoire d'Aru

- Dans le territoire d'Aru, les cas de vols et extorsion des biens (barrières de péage illicites instaurées par les FARDC) sont récurrents au cours de la période.
- Des incursions d'éléments du groupe armé Sud Soudanais, National Salvation Front (NSF), ont été rapportées dans des groupements, ravissant des biens d'habitants avant de regagner leur pays.

Territoire d'Irumu

- Une pluie torrentielle aurait détruit environ 7 abris de 27 PDIs (7 hommes, 7 femmes, 13 enfants) le 2 novembre 2025, dans la chefferie Walendu Bindi (groupement Malaba), zone de santé Gety, aire de santé Rusinga.
- Des incursions d'éléments de la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI) ont été rapportées et se sont soldées par des vols de bétail ainsi que des cas de blessés. En outre, les éléments de ce groupe armé se sont illustrés par l'imposition de travaux forcés aux populations.

A titre d'illustration, le 6 novembre, dans le groupement Bamuko à Munobi, des éléments FRPI commis à un checkpoint ont fouetté un conducteur de véhicule pour avoir refusé d'effectuer les travaux communautaires imposés. A Karatsi, groupe Bamuko, des miliciens FRPI se sont introduits le 11 novembre dans une ferme où ils ont volé du bétail et de la volaille, blessant le propriétaire à coups de bâton. Parallèlement, dans la même zone, les FRPI ont également blessé un occupant d'une maison à coups de crosse après y avoir volé du petit bétail.

- Un conflit intercommunautaire risque de surgir entre des entités du secteur de Bahema sud (groupement Babiasi) et de la chefferie de Baboa Bokoe (groupement Lengabo) au sujet d'une limite administrative au village Djuti qui est revendiquée par chacune des parties.
- La présence des présumés éléments ADF signalés dans la forêt environnante de la localité de Busiyo, groupement Baley, chefferie de Banyali Tchabi, en Zone de santé de Boga aurait causé une psychose au sein de la population et un déplacement préventif d'au moins 17 ménages qui se seraient orientés vers la localité de Banzingi.
- La présence d'un engin explosif à proximité d'un champ de tir des FARDC qui est situé proche d'habitations, à Rwampara (groupement Tsere) inquiète les habitants.

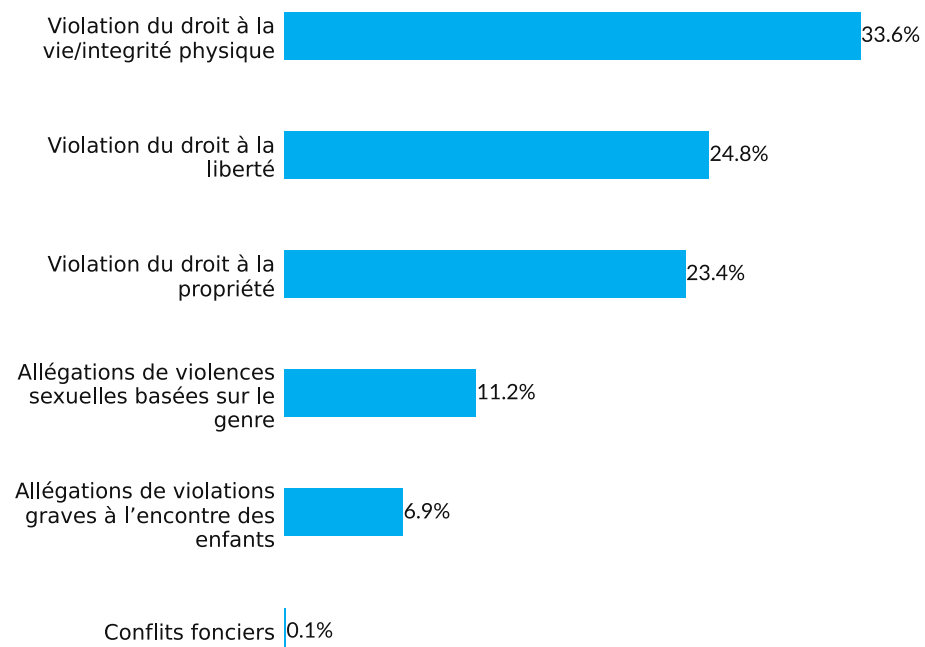
Territoire de Mambasa

- La poursuite des opérations militaires, la présence des Wazalendo et ADF qui se disputent le contrôle des chefferies Babila-babombi et imposent le paiement de jetons en guise de gage sécuritaire aux communautés sont des sources de mouvement de population du village Kamelo vers les agglomérations de Biakato, Lwemba et Teturi jugées sécurisées par ces dernières.

- Le 16 novembre 2025, des éléments Wazalendo basés dans le groupement Bapuele, chefferie des Babila Bakwanza auraient lancé une opération de paiement des jetons sur toute la zone : 5 000 francs congolais pour les jetons personnels, tandis que pour les activités commerciales, le prix varie selon l'activité de 10 000 à 30 000 francs congolais. La population s'indigne car menacée aussi de payer les jetons aux éléments ADF toujours dans la même zone.
- Deux bombes auraient été larguées par un drone, en provenance de l'Ouganda, sur une supposée position d'un chef des combattants ADF dans la matinée du 22 novembre 2025, plongeant la population dans la stupeur. Ces drones cibleraient des positions ADF le long de la rivière Epulu, en chefferie des Walese Karo. Le bilan de cette opération reste pour l'instant inconnu.

Province du Nord-Kivu :

Violations identifiées par catégories au Nord-Kivu



Territoire de Masisi

- La poursuite d'affrontements entre un groupe armé et une coalition de groupes armés rivaux dans plusieurs groupements (Banyungu, Buabo, Bapfuna, Biiri, Kibabi 2, Nyamaboko 1 et Nyalipe) continuerait d'avoir des conséquences graves sur la protection des civils. Ces hostilités persistantes alimenteraient des violations multiples des droits humains, notamment meurtres, enlèvements, pillages et déplacements forcés, tout en restreignant fortement la liberté de mouvement des populations et leur accès aux moyens de subsistance ainsi qu'aux services essentiels.
- Le village de Kivuye (chefferie de Bashali) se serait vidé au cours du weekend du 8-9 novembre à la suite des affrontements récurrents dans cette agglomération.
- Lors d'un affrontement entre groupes armés au village Kaweti (groupement Nyamaboko 1), une femme retournée âgée aurait été blessée par balles et son enfant d'un an, qu'elle portait sur le dos, aurait été tué par une balle perdue. Ces combats auraient provoqué un déplacement pendulaire d'environ 39 ménages vers la brousse. Au moins 6 civils auraient été blessés par des éclats d'obus, et des pillages auraient été signalés dans 44 maisons, dont 10 à Bingaro et Nyabiashwa le 10 novembre. Ces incidents auraient entraîné le déplacement d'environ 686 ménages vers Nyagisozi, Muringoto, Busurungi et Kazinga.
- Des cas de recrutement, de travaux forcés et de réquisition de civils par un groupe armé se poursuivraient, exposant les victimes à des risques accrus de protection, notamment lors des déplacements vers les zones de combat.
- Des sources locales signalent des interpellations au cours de bouclages /recrutements forcés de jeunes et adultes par un groupe armé, dans différents quartiers de villages autour de Masisi Centre le mercredi 5 novembre 2025. Des déplacements préventifs auraient été observés le 6 novembre dans des localités proches, Nyabiondo, Kalembe...
- Certaines structures médicales auraient également été prises pour cibles par les groupes armés, compromettant l'accès aux soins de santé.

² Flash Info de protection n°008/IEDA Relief/ITURI du 3/11/2025_ I EAD Relief

³ Aperçu du monitoring de protection Novembre 2025, Province de l'Ituri, Territoire de Mahagi, DRC et UKaid





- Des civils accusés de collusion avec des groupes rivaux continueraient d'être la cible d'exactions, notamment meurtres, enlèvements, coups et blessures, pillages et destruction de propriétés souvent motivées par des appartenances ethniques ou des soupçons de loyauté.

A titre d'illustration, le 29 novembre, pendant un mouvement de retour à Mahanga (groupement Nyamaboko 1), un homme déplacé à la recherche de vivres dans son champ aurait été blessé par balles par un élément d'un groupe armé qui l'aurait soupçonné d'espionner les positions de ce groupe armé pour le compte d'un groupe armé rival.

- Les incursions des groupes armés continueraient de cibler les villages civils, entraînant violences physiques, pillages et déplacements forcés.
- Des restes explosifs de guerre (REG) continuent de menacer la sécurité des civils dans les zones d'affrontements récents. Le 14 novembre, un homme aurait été tué et 2 autres blessés à Matcha (groupement Kamuronza) après la manipulation accidentelle d'un engin non explosé par des enfants.
- Au cours de la dernière semaine du mois, environ 1 925 ménages de déplacés qui vivaient dans plusieurs centres collectifs à Masisi centre ont été contraints par l'AFC/M23 de retourner dans leurs villages d'origine situés dans des zones encore instables. Les centres collectifs étant touchés par une flambée de cholera depuis près de deux semaines auparavant, cette éviction expose les déplacés, entre autres, à une propagation de cholera et des risques de protection élevés dans les zones de retour.

Territoire de Beni et Lubero

- La situation de protection demeure marquée par des attaques d'hommes armés contre des personnes civiles, se soldant par divers incidents de protection et occasionnant des déplacements massifs des populations.

En fin octobre, environ 400 000 personnes auraient été contraintes de se déplacer vers des zones jugées plus sûres⁴.

Du 3 au 7 novembre, les activités socio-économiques, scolaires et administratives étaient suspendues à Oïcha sur appel de la société civile, en réaction à la recrudescence de l'insécurité et à la perception d'une mauvaise gouvernance locale.

Il sied de noter également qu'au moins 89 homicides ont été signalés entre le 13 et le 20 novembre dans le secteur de Bapere et la chefferie de Baswagha⁵. Parmi les victimes de ces homicides, on compte 17 personnes décédées lors d'une attaque contre un centre de santé. Cette attaque aurait également causé 02 cas d'enlèvements du personnel médical et l'incendie de quatre pavillons abritant des malades.

- D'autres localités, notamment Mabiango, Tunarudi, Sambalysa, Thucha et Butsili, auraient également été la cible d'exactions comprenant des enlèvements, des pillages de médicaments, des incendies de maisons et la destruction de biens appartenant à des populations déjà confrontées à une situation humanitaire extrêmement précaire⁶.
- Selon la société civile, au moins six établissements de santé auraient été attaqués depuis le début de 2025⁷.

Territoire de Rutshuru

- Des affrontements entre groupes armés deviendraient récurrents dans le territoire où les civils sont exposés aux meurtres, pillages, blessures (notamment dans les groupements de Bukombo, Bishuasha et Mutanda) ou des restrictions de mouvements, enlèvements (groupement de Binza), voire des embuscades de la part de groupes armés qui seraient à la recherche de biens de première nécessité.

A titre illustratif, 04 homicides ont été rapportés le 07 novembre à la suite d'affrontements entre des groupes armés à Katsiru (groupement de Bukombo) le 10 et le 11 novembre.

- Des civils soupçonnés de collaborer avec des groupes armés rivaux subiraient des représailles. Ce fut le cas, le 24 novembre dans le village Kidandari (groupement Busanza), où un homme accusé par la population locale de collaborer avec des présumés éléments d'un groupe armé, aurait été tué et sa maison incendiée lors d'un acte de justice populaire.

Territoire de Walikale

- La situation de protection a été marquée par plusieurs actes de représailles entraînant de violences physiques et enlèvements à l'encontre des personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés adverses. Environ 2 000 ménages du village Mpomfi (groupement Kisimba) se seraient déplacées le 29 novembre vers les localités voisines de Katobi et Mage, en zone de santé de Kibua à la suite d'affrontements qui auraient opposé plusieurs acteurs.

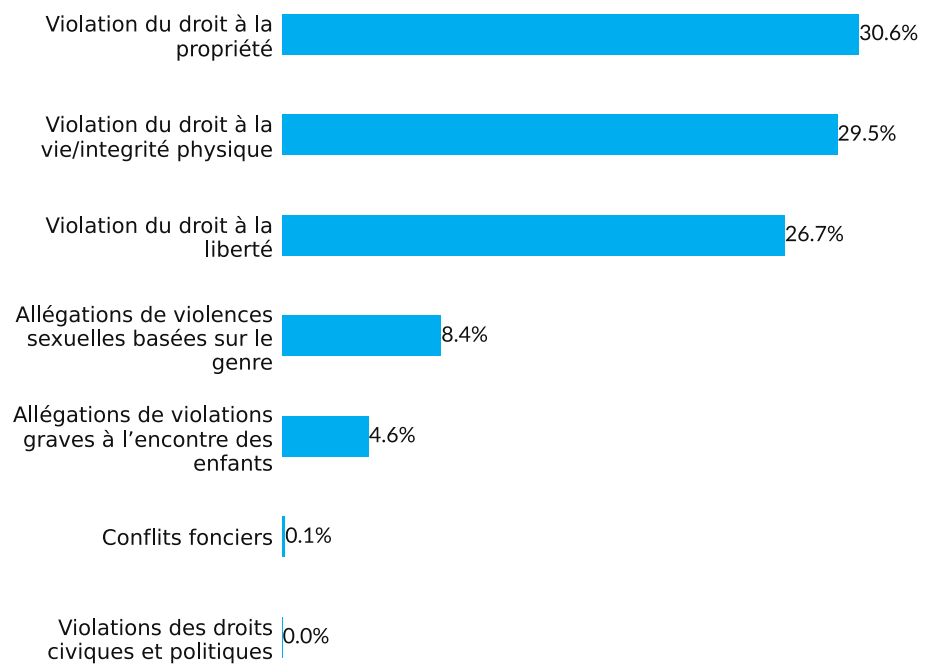
⁴ <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-sudan-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo>

⁵ https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/cp_la_monusco_condamne_les_attaques_des_adf_dans_le_territoire_de_lubero_qui_ont_fait_89_morts_novembre_2025.pdf

⁶ [cp la monusco condamne les attaques des adf dans le territoire de lubero qui ont fait 89 morts novembre 2025.pdf](https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/cp_la_monusco_condamne_les_attaques_des_adf_dans_le_territoire_de_lubero_qui_ont_fait_89_morts_novembre_2025.pdf)

Province du Sud-Kivu :

Violations identifiées par catégories au Sud-Kivu



- La situation de protection a connu une escalade de violence dans la région, notamment dans les hauts plateaux où l'accès s'avère de plus en plus difficile depuis plusieurs mois, en raison de l'insécurité grandissante.
- Les territoires particulièrement touchés par les violations et abus des droits humains sont respectivement Kalehe, Walungu, Mwenga, Fizi, Shabunda, Uvira, Idjwi, Kabare, Bukavu. Les présumés auteurs de violation/abus des droits humains à l'endroit de PDI (38%), PDI retournés (34%), les résidents (26%) sont essentiellement les groupes armés qui seraient auteurs de 79% des incidents de protection.

Territoire de Kalehe

- Les affrontements entre groupes armés se poursuivent et continuent d'entraîner d'importants mouvements de populations ainsi que des abus des droits humains.

On peut citer à titre illustratif, 03 cas de coups et blessures et plusieurs cas de pillages signalés le 8 novembre dans le village Kakunda ainsi que 02 arrestations arbitraires documentées le 7 novembre dans la localité de Kasheke.

En outre, le 27 novembre, des affrontements entre deux groupes armés aux abords de la localité de Mushunguti (groupement Mubugu) auraient occasionné le déplacement d'environ 120 ménages de plus de 600 personnes en direction des villages Mushunguti. Au moins trois civils auraient été tués, deux autres auraient été blessés et au moins 11 maisons auraient été détruites par des bombes.

- Plus de cent maisons ont été endommagées à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue sur le village de Lushebere. Les eaux de pluie ont également détruit la route nationale numéro 2, interrompant ainsi le trafic routier et ont dévasté des champs et emporté des cultures.

Le 14 novembre, une forte pluie accompagnée de grêle a causé la mort d'au moins une personne et fait sept disparus, affectant plusieurs villages du groupement Mbinga Nord, dont Numbi Lowa, Nyabibwe, Nyamukubi, Kalangala, Mukwija et Muganzo.

Territoire de Walungu

- L'intensification des affrontements armés connue depuis le mois d'octobre perdure, poussant de nombreuses familles à fuir leurs villages et à abandonner leurs moyens de subsistance.

Le 08 novembre, les sources locales ont rapporté 05 homicides et 08 enlèvements de personnes civiles par des hommes armés. Les victimes auraient été assimilées aux membres d'un groupe armé adverse.

- Des exécutions sommaires auraient été enregistrées, à l'exemple de celle de deux jeunes hommes d'une même famille à Kaniola qui ont été tués puis enterrés dans une fosse commune par des éléments de l'AFC/M23, le 21 novembre.
- L'usage d'armes lourdes continuent d'exposer les civils et leurs biens. A titre d'illustration, il a été rapporté dans la nuit du 20 au 21 novembre qu'une partie de l'école primaire Walungu 2 (EPOWA) aurait été détruite par des obus et une maison en construction dans le village Kabikwinja, situé à moins de 2 km du chef-lieu de Walungu, aurait également été touchée.

⁷ <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-sudan-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo>





- Dans la même période, il a été noté plusieurs affrontements entre les Wazalendo et les éléments de l'AFC-M23 sur plusieurs axes du territoire émaillés de violations et abus des droits humains.

Territoire de Mwenga

- Des attaques et affrontements récurrents entre groupes armés ont été signalés dans le Massif d'Itombwe et auraient occasionné de nombreux cas de viols, d'incendies d'habitations et d'enlèvements.
- Selon les sources locales, le village Ngenzi et le centre de santé de Mikenge, auraient été incendiés.
- Par peur d'être pris pour cible, plusieurs villages du territoire ont été vidés de leurs habitants à la suite de l'avancée des éléments de l'AFC/M23.

Malgré les assurances des éléments AFC/M23 qui les encourageraient à vaquer à leurs occupations sans crainte, les activités économiques et scolaires seraient restées paralysées en raison d'un contexte sécuritaire tendu.

- Des sources locales ont rapporté que des affrontements opposant les éléments de l'AFC-M23 aux FARDC soutenues par les Wazalendo auraient causé la mort d'au moins dix civils, à Kirungutwe (chefferie de Burhinyi) et Kasika (chefferie de Wamuzimu) entre le 25 et le 26 novembre.

Territoire de Shabunda

- Plusieurs incidents de protection seraient enregistrés dans le territoire qui connaît une présence accrue d'hommes armés. Ceux-ci seraient auteurs d'extorsions, d'homicides, d'intimidations des populations.
- Constatant l'avancée de l'AFC/M23, plusieurs villages ont été vidés de leurs habitants à titre préventif. Le territoire a connu à partir du 16 novembre une incursion des éléments de l'AFC/M23 dans le village de Maimingi. D'autres villages ont été occupés par la suite par cette coalition de groupes armés, à l'exemple de Kimbili, Nyalubemba qui ont été l'objet d'une offensive menée contre les FARDC et les Wazalendo.
- Des pluies torrentielles accompagnées de vents violents ont causé des dégâts dans le territoire. A titre d'illustration, à peu près 1500 maisons ont été détruites le 18 novembre, le groupement de Bangoma étant le plus touché.

Territoire d'Uvira

- Des acteurs locaux ont rapporté qu'une centaine de ménages se retrouveraient sans abri à la suite de pluies diluviennes qui se sont abattues le 4 novembre à Katogota. Ces intempéries auraient également endommagé les toitures de deux écoles primaires publiques et provoqué la destruction d'une église.
- La ville a connu deux jours de fortes agitations entre les FARDC et leurs alliés les Wazalendo à la suite d'un désaccord entre eux, du 23 au 25 novembre, faisant une dizaine de morts et des blessés, parmi lesquels des civils.
- En fin de période, une reprise des activités socio-économiques a été constatée mais des violations/abus des droits humains ont été signalés, notamment des pillages, des homicides, coups et blessures, arrestations arbitraires.

Territoire de Kabare

- Des incursions et affrontements entre groupes armés ont été enregistrés au cours de la période sous revue et ont été assortis d'homicides, enlèvements de civils, arrestations arbitraires.
- Des combats ont éclaté le 13 novembre entre les éléments de l'AFC/M23 et des Wazalendo dans la zone de Mutshshemi et Kabukungu, provoquant panique et déplacement des populations locales.
- Dans la nuit du 23 au 24 novembre, il a été rapporté qu'au moins 12 personnes auraient été arrêtées puis sommairement exécutées par la coalition des éléments de l'AFC/M23 qui les accusaient de collaborer avec le groupe Wazalendo ou d'appartenir à ce groupe d'autodéfense allié des FARDC.

Province de Tanganyika :

Territoire de Nyunzu

- Les habitants du village Musebe seraient victimes d'extorsions de la part de présumés Wazalendo qui exigeraient de l'argent aux opérateurs économiques et érigeraient des barrières pour rançonner la population. Les montants perçus au bénéfice d'un mouvement (Coalition du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC) varieraient entre 7 000 et 25 000 francs congolais (plus de 10 USD).
- Un autre cas d'extorsion signalé est celui des Mai-Mai Apa na Pale Mayaya, armés de fusils, qui ont collecté 1 000 FC auprès de chaque ménage du village Lengwe (84 Km Nord de Nyunzu) pour subvenir aux besoins alimentaires d'une centaine de leurs éléments.

Territoire de Kalemie

- Le territoire de Kalemie continue d'être affecté par l'activisme des groupes armés Mai Mai Bakata Katanga, les conflits intercommunautaires et par les exactions commises par les FARDC. Des incidents graves ont été enregistrés durant le mois de novembre.
- Des actes de criminalités perpétrés dans la ville inquiètent les populations au cours de la période. Remontées par ces actes de criminalités, les populations font usage de justice populaire en tuant des présumés voleurs. Ce fut le cas au cours de la 3e semaine de la période où deux présumés voleurs, pris sur les faits séparément, ont été lynchés et brûlés vifs par la population. Dans la même période, 5 morts ont été enregistrés dans la ville à la suite d'actes de criminalité.

Les corps sans vie de deux jeunes hommes ont été retrouvés le 1er novembre, en brousse à plus ou moins 2km de Lambo Katanga, ces corps présentaient de traces de blessures par armes blanches et étaient en décomposition.

Le 02 novembre à Bendera un conflit a éclaté entre les Mai Mai Biloze Bishambuke et les FARDC, l'objectif était d'empêcher ces mai mai de circuler dans la zone mais ils ont affiché une certaine résistance, ce qui est donc à l'origine de ces affrontements.

Le 07 novembre à 1km du village Lukengwe, 28km de Kalemie centre, un motard avec son client en provenance de Bendera sont tombés dans les mains de 6 bandits membres de la communauté twa munis de 2 armes à feu et flèches, ils ont pillé quelques biens et blessé le client par coup de couteau à la main.

- Le 02 novembre 2025, un agriculteur du village de Mukenda Ilunga, 42 km de Kalemie centre sur axe Bendera a été tué par flèche par les membres de la communauté TWA du fait de n'avoir pas pu leur donner un montant d'argent qu'ils lui réclamaient.
- La société civile a dénoncé, le 22 novembre, une augmentation du taux de violences conjugales dans la ville, mettant en lumière sept cas de féminicides enregistrés au cours des trois derniers mois.

Territoire de Moba

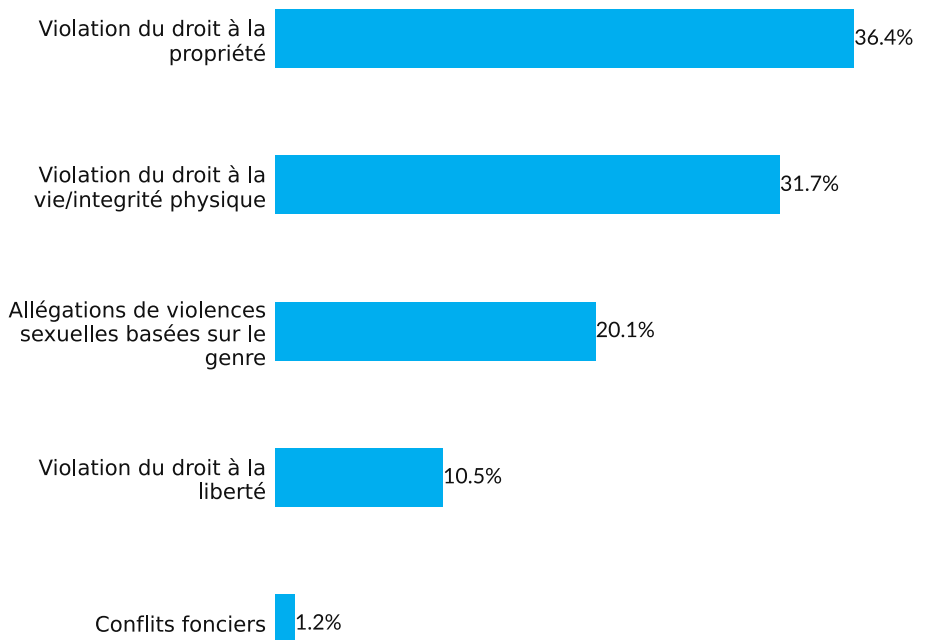
- La prolifération des engins non explosés est encore à l'origine de décès accidentels dans le territoire. Le 02 novembre 2025, au village Hewa Bora 47 km environs de Moba centre, des enfants ont joué avec une grenade trouvée dans la nature. La grenade a explosé, causant la mort d'un des enfants et blessant d'autres personnes qui étaient à côté, dont une femme qui a été grièvement blessée et transférée à Lyapenda pour les soins.

Accès humanitaire

- Sur l'axe Kalemie-Bendera (125km) plusieurs barrières sont érigées par les FARDC qui exigent le paiement de 1 000 FC à chaque voyageur.
- Par ailleurs, sur ce même axe, des acteurs humanitaires ont été contraints de transporter sur leurs motos ou leurs véhicules des militaires armés.

Province du Kasai :

Violations identifiées par catégories au Kasai





Province du Kasai

- La province du Kasai a enregistré une nette amélioration de la situation sécuritaire, avec plus de 49% de réduction des incidents de protection comparativement au mois d'octobre, traduisant ainsi une amélioration progressive du contexte sécuritaire et humanitaire dans la région.

Ville de Tshikapa

- Des actes de banditismes urbains se poursuivent dans la ville de Tshikapa, avec plus de quinze maisons qui ont subi des vols nocturnes par des bandits armés.
- Dans la commune de Dibumba 2, sur l'axe Tshikapa–Ngombe, de jeunes hommes non identifiés auraient érigé une barrière illégale en pleine brousse, près de la rivière Milombe, à environ sept kilomètres du bureau communal, afin d'extorquer les biens des usagers.

Territoire de Kamonia

- Sur le tronçon Kamuesha-Pampa, la présence de bandits armés a été signalée, semant la panique, extorquant des passants et abusant sexuellement de femmes.

Territoire de Luebo

- La situation sécuritaire demeure tendue dans le territoire, notamment à l'école primaire Elamenji, au village Kanyinganyinga. Un conflit qui oppose des membres de la communauté Kuba à ceux de la communauté Kete de Mweka, s'est ravivé à la suite de l'affectation d'un directeur issu du territoire de Mweka pour remplacer un responsable appartenant à la communauté Luba.
- Le 24 novembre 2025, dans le quartier Adventiste, à Ndjoko-Punda, un groupe de jeunes d'un mouvement dénommé « Bana Tshiangu » auraient passé à tabac un résident pour avoir refusé d'adhérer à leur mouvement, provoquant de fortes tensions entre la famille de la victime et les agresseurs présumés. L'intervention de la police a permis de rétablir le calme, mais aucun suspect n'a été interpellé.

Ville de Kinshasa :

- Des incursions d'éléments Mobondos se poursuivent dans des villages, sous l'inquiétude constante des populations.

Au cours de la première semaine du mois, plusieurs habitants du village Kisha et des localités voisines ont trouvé refuge dans quelques quartiers de Kinshasa, pris de peur par l'incursion menée par des éléments Mobondos le 7 novembre munis d'armes à feu et de machettes à Kindundu, dans le groupement de Kingakati.

Province de Kwango :

Territoire de Popokabaka

- Des sources locales ont rapporté que des présumés miliciens Mobondos auraient été responsables des actes de pillage de bétails lors d'une incursion qu'ils auraient perpétré le 15 novembre dans le village Intelala.

Territoire de Kenge

- Les incursions d'ex-éléments Mobondos perturbent le quotidien de la population dans le territoire où ils extorqueraient les habitants de leurs biens ainsi que les occupants de véhicules en provenance de Kinshasa sur la route nationale 1 (RN1) prétendument pour des raisons de survie. Des cas rapportés au cours de la période rassurent sur la présence des FARDC dans ces zones et sur leurs interventions qui mettent en déroute les assaillants ou permettent l'arrestation de certains éléments Mobondos. Cependant, dans les zones non couvertes par les FARDC, les populations sont toujours des victimes d'incursions de ces anciens éléments Mobondos.

Province de MAI NDOMBE :

Territoire de Kwamouth

- Des cas d'extorsions, enlèvements ont été signalés au cours de la période à la suite d'incursion d'éléments Mobondos dans plusieurs villages.

A titre d'illustration, dans la nuit du 22 au 23 novembre, au moins cinq personnes auraient été enlevées par les miliciens Mobondo après l'attaque contre le village Nkana et des sources locales soulignent qu'au moins 21 civils qui proviendraient d'une ferme située à quelques kilomètres du village attaqué seraient morts.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

